

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET IMPÉRATIF DE CROISSANCE : OBSERVATIONS, QUESTIONNEMENTS ET PISTES DE RÉFLEXION

Diane Bernard

Université Saint-Louis - Bruxelles | « *Revue interdisciplinaire d'études juridiques* »

2017/1 Volume 78 | pages 173 à 198

ISSN 0770-2310

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-interdisciplinaire-d-etudes-juridiques-2017-1-page-173.htm>

Pour citer cet article :

Diane Bernard, « Recherche scientifique et impératif de croissance : observations, questionnements et pistes de réflexion », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques* 2017/1 (Volume 78), p. 173-198.
DOI 10.3917/riej.078.0173

Distribution électronique Cairn.info pour Université Saint-Louis - Bruxelles.

© Université Saint-Louis - Bruxelles. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

NOUVELLES DU SIEJ

Recherche scientifique et impératif de croissance : observations, questionnements et pistes de réflexion

Diane BERNARD

Professeure invitée - U. St-Louis, KULeuven, UCLouvain, ULg, Sciences-Po
Lille

Résumé

S'inscrivant dans le cadre des travaux actuels du SIEJ, cette contribution porte sur la confrontation de la recherche scientifique et de l'impératif de la croissance. Trois questions y sont abordées : celle de la recherche dans un monde où domine l'idéal croissancier, et des évolutions qu'elle y connaît (1), celle d'une possible croissance de la recherche, ceci entraînant une réflexion sur le progrès de la science (2) et, enfin, celle de la (possibilité d'une) recherche hors de la croissance, ce qui nous permettra d'esquisser quelques possibles réorientations de sa pratique (3).

Dans le cadre des travaux actuels du *Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques* (SIEJ)¹ et en lien avec son questionnement antérieur (et permanent) sur la formation et la recherche en droit², cette contribution vise à interroger les points de rencontre entre le « paradigme croissancier », sa fin possible et la recherche scientifique.

On entendra la « recherche scientifique », notre objet principal, au sens commun des « activités intellectuelles ayant pour objet la découverte, l'invention, la progression des connaissances nouvelles³ ». Ceci implique d'abord qu'on ne prétende pas traiter du « savoir » en général, et qu'on ne se limite pas à certaines disciplines, en outre, malgré les différences qui peuvent opposer sciences « dures » et « molles », « exactes » et « humaines ». Enfin, cette définition ne restreint pas *a priori* la réflexion à la sphère académique : l'université ne détient le monopole ni de la recherche

¹ Voy. A. BAILLEUX, « Avant-propos », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 77, 2016/2, p. 25, ou « Le droit en transition. La science juridique saisie par le modèle croissancier », communication du 14 mars 2017, inédite ; voy. aussi les autres interventions orales retransmises sur la « chaîne youtube » du SIEJ.

² Voy. not. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 72, 2014/1, pp. 25-162.

³ ATILF - CNRS & UNIVERSITÉ DE LORRAINE, *Trésor de la langue française informatisé*, en ligne.

ni du savoir.

Quant à la croissance, on l'entendra dans son sens économique, ici, et on la postulera comme un impératif aujourd'hui « en crise », dans le fil de la réflexion esquissée par Antoine Bailleux et François Ost : notre réflexion est consacrée à certaines limites, quant à la recherche scientifique, de l'hypothèse qu'est « possible et désirable l'accroissement infini de la quantité de bien être matériel (entendez : acquis moyennant paiement) au sein d'une société donnée (...) possible et désirable l'augmentation continue de la consommation et de la production dans une société donnée, c'est-à-dire la croissance illimitée du produit intérieur brut de cette société »⁴. Ceci emporte une délimitation de notre objet à la rencontre entre recherche et croissance, et non à une analyse plus générale des évolutions du capitalisme, et de leurs liens avec la science et ses institutions – ni, d'ailleurs, à une interrogation sur la prégnance actuelle de la « croissance » (qu'on la considère comme un postulat, un paradigme ou une idéologie) et son articulation avec d'autres grilles de lecture des évolutions sociales actuelles.

Trois questions seront ainsi abordées : celle de la recherche *dans* un monde où domine l'idéal croissancier, (1), celle d'une possible croissance *de* la recherche (2) et, enfin, celle de la (possibilité d'une) recherche *hors de* la croissance (3).

Bien qu'en décalage avec la question du *rôle du droit* dans une société de l'après-croissance, qui occupe actuellement le SIEJ, pareille démarche nous paraît importante et cohérente : intrinsèquement et quel que soit son objet – à titre principal pour nous, le droit –, la posture scientifique requiert un retour réflexif permanent, une interrogation sur les conditions politiques du travail de recherche lui-même, et une définition de son rôle pratique et critique dans la société.

1. La recherche face à la croissance

Sans entrer dans une étude relevant de la philosophie des sciences ou de l'histoire des théories économiques, on peut constater un lien entre croissance économique et science – ou recherche au sens large, dans le sens défini ci-dessus. Selon Hervé Philippe, biochimiste prônant une décroissance de la recherche scientifique, « l'acceptation de la croissance infinie du savoir, au moment de la fondation de la science moderne au XII^e siècle, a contribué à l'apparition de la première société humaine où la notion

⁴ A. BAILLEUX et F. OST, « Six hypothèses à l'épreuve du paradigme croissancier », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 77, 2016/2, p. 27.

de limites a été abolie. Cette disparition des limites a participé à la construction d'un modèle de société fondée sur une croissance économique infinie⁵. En effet, là où certains économistes ont pointé le caractère nécessairement fini de la croissance économique, peu de scientifiques paraissent envisager que le savoir ne puisse croître indéfiniment⁶.

Moins profondément, la recherche est encore largement reconnue comme un facteur primordial de croissance (de la productivité), qui s'inscrit dans un modèle classique de développement économique, selon lequel la recherche fondamentale nourrit la recherche appliquée, laquelle mène(ra)it à des innovations techniques favorisant la productivité et le capital⁷. Selon l'OCDE, ceci est confirmé par « les faits d'observation courante »⁸ et « la théorie économique » – référence est faite à Robert Solow⁹ et à Paul Romer¹⁰, qui associent technologie et croissance, mais on peut penser aussi, par exemple, à Joseph Schumpeter¹¹ ou, plus précisément sur le savoir, à James Adams¹². Il est précisé, le plus souvent, que le lien entre recherche et productivité est variable (selon les champs de

⁵ Dixit H. PHILIPPE, ainsi que le rapporte A. PORCEDDA, « Pour la suite du monde : développement durable ou décroissance soutenable ? Compte-rendu de colloque (Montréal, 18-19 mai 2009) », *Natures Sciences Sociétés*, 18, 2010, p. 335.

⁶ H. PHILIPPE, « Une décroissance de la recherche scientifique pour rendre la science durable », in *Décroissance versus développement durable. Débats pour la suite du monde*, Y.-L. ABRAHAM, L. MARION et H. PHILIPPE (dir.), Paris, Ecosociété éd., 2011, pp. 166-186, consulté en ligne.

⁷ En ce sens, Véronique HALLOIN, secrétaire générale du FNRS, écrit que, « depuis une quinzaine d'années, la plupart des pays industrialisés ont décidé d'investir dans la recherche et l'innovation pour améliorer leur compétitivité et assurer croissance économique et emploi, en ligne avec la stratégie de Lisbonne 2000 et la nouvelle stratégie 2020 de l'Union Européenne » - voy. V. HALLOIN, « Quels types d'évaluation pour quelle recherche et quelle société ? », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 23 (nous soulignons).

⁸ D. GUELLEC et B. VAN POTTELSBERGHE DE LA POTTERIE, « Recherche-développement et croissance de la productivité : analyse des données d'un panel de 16 pays de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE*, 33, 2001/2, p. 111.

⁹ Il a soutenu que le moteur principal de la croissance économique est l'innovation technologique (laquelle n'équivaut pas à la recherche, précisons) – voy. R.M. SOLOW, « Technical change and the aggregate production function », *Review of Economics and Statistics*, 39, 1957, pp. 312-320.

¹⁰ Il a conceptualisé la « croissance endogène » : P. ROMER, « Endogenous technical change », *Journal of political economy*, 98, 1990, pp. 71-102.

¹¹ Selon lui, les innovations technologiques sont à l'origine de cycles économiques (innovation – monopole temporaire – imitation) au fil desquels se déploie (puis se dégonfle) la croissance économique : après une innovation majeure, l'économie entre dans une phase de croissance (créatrice d'emplois), suivie d'une phase de dépression, où les innovations provoquent une « destruction créatrice » des entreprises à la technologie dépassée ; voy. J. SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1974 (trad.), pp. 119-125.

¹² J. ADAMS, « Fundamental stocks of knowledge and productivity growth », *Journal of political economy*, 98, 1990/4, pp. 673-2002.

recherche, en particulier), d'une part, et que les effets de la recherche universitaire ne sont pas directement mesurables, d'autre part : ils peuvent être indirects, diffus et à long terme¹³, et ne sont guère repris dans les critères de PIB. La relation entre croissance et recherche (universitaire en particulier mais non exclusivement technologique ou industrielle) paraît néanmoins établie : au sein de l'OCDE, « on s'accorde à penser » que « la recherche peut avoir un effet persistant sur la croissance, autrement dit, qu'une augmentation des dépenses de recherche-développement devrait entraîner, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation permanente des taux de croissance »¹⁴. Le diagnostic paraît unanime¹⁵ : la croissance opère notamment par le savoir, et « le marché mondial a bien conscience du rôle prééminent des actifs intellectuels dans la croissance économique »¹⁶ : nous sommes dans une « économie du savoir », fondée sur un « capital humain » – la connaissance – qui a toujours été « au centre du développement économique » et voit actuellement son importance grandir¹⁷. La Secrétaire générale du Fonds National de la Recherche Scientifique affirme ainsi que, « en ce qui concerne les chercheurs exerçant des activités de recherche fondamentale, leurs principales missions sont la *production* et la *diffusion* de connaissances »¹⁸.

Un pas plus loin, certains observent, prônent ou dénoncent le développement d'une *nooéconomie*, ou « économie de la connaissance ». « Capitalisme cognitif »¹⁹ fondé sur une « marchandise fictive »²⁰, « court-circuit entre science et marché »²¹, il s'agit là d'un développement du paradigme croissanciel, d'« une économie dont la ressource principale [la connaissance] est infinie. (...) Cette potentialité fondamentale de la

¹³ D. GUELLEC et B. VAN POTTELSBERGHE DE LA POTTERIE, *op. cit.*, n. 8, p. 114.

¹⁴ A. BASSANINI et S. SCARPETTA, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE. Analyses empiriques sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE*, 33, 2001/11, p. 16.

¹⁵ Ainsi, par exemple, l'UNESCO souligne l'effet de la recherche sur la croissance économique (stratégiquement centrale à la poursuite de ses « objectifs primordiaux », la paix et le développement durable) : voy. UNESCO, *Stratégie à moyen terme 2014-2021*, Résolution AG 37 C/1, décision exéc. 194 EX/18, partic. p. 22 ; sont par ailleurs mis en exergue par l'UNESCO, pour chaque pays, la proportion du PIB consacrée au poste « Recherche et Développement » et la proportion de chercheurs dans la population, voy. <http://fr.unesco.org/countries>

¹⁶ Selon le directeur de la « Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE », A. WYCKOFF, « La croissance par le savoir », *L'Annuel de l'OCDE*, 2013, en ligne.

¹⁷ OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, 1996, OCDE.GD(96)12 (disponible en ligne), p. 9.

¹⁸ V. HALLOIN, *op. cit.*, n.7, p. 27.

¹⁹ Y. MOULIER-BOUTANG, *Le capitalisme cognitif, la nouvelle grande transformation*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007.

²⁰ G. AZAM, « La connaissance, une marchandise fictive », *Revue du MAUSS*, 29, 2007, pp. 110-126.

²¹ P. VELTZ, « L'université au cœur de l'économie de la connaissance », *Esprit*, 2007/12, p. 150.

connaissance a des implications économiques très profondes (...) [:] si la connaissance est infinie, alors une croissance indexée sur la connaissance peut être infinie aussi »²². Parfois perçue comme annonçant le règne heureux d'une connaissance omnipotente²³, cette *knowledge economy* « pourrait signifier l'avènement d'un nouveau régime d'accumulation »²⁴ – non plus de biens matériels mais d'immatériel, de savoir. Ceci « ne pose pas de problème en soi, si ce n'est qu'il s'agit là de pratiques totalement différentes des pratiques scientifiques »²⁵ : la connaissance ne paraît pas réductible à une marchandise ; « elle est le résultat de processus collectifs et cumulatifs [certes, voy. *infra*], et la totalité des savoirs ne peut être englobée dans la dimension marchande de la connaissance. La connaissance a une substance qui échappe à la logique du capital mais subit en même temps la pression de l'ordre du capital pour que se réalise pleinement la fiction de la marchandise »²⁶. On observe néanmoins que le terme « économie de la connaissance » est (de plus en plus) récurrent dans la littérature et que, comme nous le verrons, certaines évolutions actuelles des institutions de recherche ne dénigrent pas radicalement cette théorie « sur-croissancielle ».

Que l'on observe un lien entre science et marché ou que l'on diagnostique l'avènement d'une *nooéconomie* dans une « nouvelle théorie de la croissance »²⁷, on peut s'accorder sur le fait que l'université, et la recherche en son sein, s'en trouvent changées et confrontées à de nouveaux défis²⁸, voire en plein « tournant libéral »²⁹. « Depuis deux décennies, un discours domine les campus : l'État ne peut plus subventionner l'université; elle doit, pour sa survie même, comprendre que les partenariats avec l'industrie sont pour elle l'unique voie d'avenir; accepter que le système d'éducation doive être restructuré afin de répondre aux besoins de l'économie de marché; se rendre à l'évidence qu'elle n'a d'autre choix, si elle veut s'assurer une place dans la nouvelle économie du savoir, que d'être concurrentielle »³⁰ ; William Graham propose

²² I.J. ABERKANE, *Economie de la connaissance*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, 2015, en ligne, p. 11.

²³ *Ibidem*, p. 32 not.

²⁴ A. INSEL, « *Publish or perish ! La soumission formelle de la connaissance au capital* », *Revue du MAUSS*, 29, 2007, p. 111.

²⁵ S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, « Les sciences et leurs problèmes : la fraude scientifique, un moyen de diversion ? », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 74, 2015/1, pp. 36-37.

²⁶ A. INSEL, *op. cit.*, n. 24, p. 109.

²⁷ OCDE, « La gestion de la recherche universitaire : développer la recherche dans les nouveaux établissements », Paris, éd. OCDE, 2005, p. 7.

²⁸ *Ibidem*, p. 6 not., puis chap. 4 à 6.

²⁹ P. VELTZ, *op. cit.*, n. 21, p. 150 ; A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, p. 197.

³⁰ A. GIROUX, « A l'université révolutionnée, le new speak de la performance », in *Enseigner et libérer : les finalités de l'éducation*, C. GOHIER (dir.), Sainte-Foy, Presses de l'U. Laval, 2002,

une interprétation inverse de la marchandisation des universités, en la soulignant tout autant : « *for decades the standard answer has been because post-secondary education is underfunded by governments financially strapped because of rising debt and deficits. (...) A simple matter of cause and effect: lack of funding necessitates higher fees, commercialization, and private sector involvement (...). But what if the reverse is true ? What if the case is actually the desire to link universities more closely to industry ; (...) to harness and manage university research as an engine for economic growth in the so-called knowledge economy* »³¹.

Quoi qu'il en soit, leurs immixtion et rôle dans la compétitivité économique sont parfois perçus comme une opportunité par es universitaires³², plus souvent comme une « crise »³³ : dénonçant le néolibéralisme et son *new management*³⁴, les oppositions sont fortes à ce que l'université devienne le point de départ d'une ligne de production, en contradiction avec son principe même et avec les objectifs et capacités (de rentabilité notamment) de la recherche³⁵. Le risque est grand³⁶, la commercialisation des activités scientifiques prégnante³⁷ (et liée aussi à

pp. 151-164, p. 147.

³¹ W. GRAHAM, « Academic freedom of commercial license? », in *The corporate campus : commercialization and the dangers to Canada's colleges and universities*, J.L. TURK (ed.), Toronto, Lorimer et cie, 2000, pp. 27-28.

³² P. VELTZ, *op. cit.*, n. 21, p. 154.

³³ Parmi les très nombreuses prises de position à cet égard, voy. not. J. WASHBURN, *University Inc. The corporate corruption of higher education*, New-York, Basic Books, 2003 ; M. EVANS, *Killing thinking. The death of the university*, Londres, Continuum, 2005 ; le dossier « Economies de la recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 164, 2006/4 ; le dossier « Que faire pour l'Université ? », *Mouvements*, 55-56, 2008/3-4 ; le dossier « L'Université en crise. Mort ou résurrection ? », *Revue du MAUSS*, 33, 2009 – notamment l'article de Ch. LAVAL, « Les nouvelles usines du capitalisme universitaire », pp. 173-184 ; le dossier « Universités sous influence du numérique et du *management* », *Quaderni*, 69, 2009/2 ; Ch. LORENZ, « If you're so smart, why are you under surveillance ? Universities, neoliberalism, and management », *Critical inquiry*, 38, 2012, pp. 17-52 ; ou, enfin, parmi divers manifestes contre « la soumission de l'université au négoce », le plaidoyer pour l'indépendance, l'exercice libre et public de la pensée, l'agitation critique, le temps et les humanités, la résistance de P. PRADO, *Le principe d'université, comme droit inconditionnel à la critique*, Paris, Ed. Lignes, 2009.

³⁴ W. HALFFMAN et H. RADDER, « The academic manifesto : from an occupied to a public university », *Minerva*, 53, 2015, p. 165 not.

³⁵ *Ibidem*, p. 172.

³⁶ D. BOK, *University in the market place*, Princeton NJ, Princeton University Press, 2002.

³⁷ Dépôt de brevets en hausse, création d'entreprises dérivées (*spin-off* ou *start-up*), marché éditorial... voy. P. MALISSARD, Y. GINGRAS et B. GEMME, « La commercialisation de la recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 148, 2003/3, pp. 57-67 ; sur les relations commerciales entre chercheurs et éditeurs, par ex., voy. J. GANS, *Scholarly publishing and its discontents. An economist's perspective on dealing with market power and its consequences*, Toronto, Core Economic Research Ltd, 2017, p. 76 partic. ; pour une approche philosophique de la commercialisation de la science, voy. H. RADDER (ed.), *The commodification of academic research. Science and the modern university*, Pittsburgh, U.

l'exigence pour les universités de trouver de nouveaux financements, non publics)³⁸ : « la recherche est de moins en moins acceptée comme une démarche personnelle, singulière, autocentrée sur les savoirs, mais plus comme un investissement d'avenir devant produire des retours sur investissements, en termes de compétitivité, d'attractivité, de brevets »³⁹ ; à titre d'exemple, le *European Research Council* (ERC) dit attendre que les financements qu'il octroie « *help to bring about new and unpredictable scientific and technological discoveries - the kind that can form the basis of new industries, markets, and broader social innovations of the future* »⁴⁰.

Notre propos ne portant ni sur la marchandisation du savoir ni sur la crise entrepreneuriale de l'université, et bien qu'il soit souvent difficile de distinguer ces différentes problématiques, il nous semble possible de préciser six « changements » liés à la confrontation entre la recherche scientifique et le paradigme croissancier⁴¹. On propose ainsi, en un sens, une illustration de la « dissémination du paradigme » croissancier qu'ont observée Antoine Bailleux et François Ost⁴², « jusqu'aux sciences de la nature qui à des degrés divers, partagent... ce paradigme croissancier. Pensons à l'agronomie, dont l'objectif premier demeure l'accroissement de la productivité agricole, mais aussi peut-être aux sciences médicales qui (...) semblent avoir pour principale réponse aux problèmes de santé publique une consommation croissante de médicaments et le développement de techniques thérapeutiques de plus en plus coûteuses ». L'idée même de dissémination explique, d'ailleurs, que ces changements ne soient pas exclusifs à la recherche : ils semblent perceptibles dans diverses sphères du monde social.

Quant à la recherche en particulier, puisqu'elle fait l'objet de cette contribution, on observe premièrement un phénomène de surproduction, marqué d'abord par une augmentation exponentielle des parutions : « la publication scientifique est devenue une monnaie, et il y a eu dévaluation⁴³ ». Selon une étude conduite en 2009, on dénombrait alors cinquante millions d'articles au total, auxquels viennent s'ajouter deux

Pittsburgh Press, 2010.

³⁸ P. MALISSARD, Y. GINGRAS et B. GEMME, *op. cit.*, n. 37, p. 65.

³⁹ A. MERCIER, « Dérives des universités, périls des universitaires », *Questions de communication*, 22, 2012, p. 202.

⁴⁰ <https://erc.europa.eu/about-erc/mission> (nous soulignons).

⁴¹ Pour une étude plus large (non centrée sur la question de la croissance), voy. M. GIBBONS et al., *The new production of knowledge. The dynamics of science and research in contemporary societies*, Londres, Sage, 1994.

⁴² A. BAILLEUX et F. OST, *op. cit.*, n. 4, pp. 35-37.

⁴³ R. ABMA, *De publicatiefabriek. Over de betekenis van de affaire-Stapel*, Nijmegen, Vantilt, 2013, p. 160, trad. et cit. par S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, p. 39.

millions et demi de nouveaux *papers* par an⁴⁴ – sans compter les monographies et ouvrages collectifs. « L'impératif 'publier ou périr' – ou sa variante 'publier, être cité ou périr' – accélère le rythme de croissance de cette mémoire collective »⁴⁵. Ceci nous paraît aller de pair avec une surconsommation de certaines ressources ; ainsi, « le récent grand collisionneur de hadrons du CERN, à Genève, consomme autant d'électricité que 500 000 Genevois. Il produit 15 pétaoctets de données par an, qui nécessitent probablement encore plus d'électricité pour être analysées. En d'autres termes, quelques milliers de physiciens utilisent autant de ressources électriques que quelques millions de riches Occidentaux. (...) En résumé, les scientifiques sont des fondamentalistes de la croissance : toujours plus de savoir, toujours plus d'activités de recherche, toujours plus de ressources »⁴⁶.

En vertu des évolutions susmentionnées, les auteurs s'accordent deuxièmement quant à la montée d'un esprit de concurrence dans les milieux scientifiques, assumé par leurs dirigeants⁴⁷ : « à cause de la compétition de croissance, publier-plus-que-les-autres-dans-les-bonnes-revues est devenu une condition à une carrière scientifique »⁴⁸ ; « il ne suffit donc pas à une université, un groupe de recherche, un promoteur ou à un chercheur de *produire toujours plus* de publications et de doctorats. Non, il faut qu'il ou elle avance plus que les autres, que *sa croissance* soit plus importante que celle des autres »⁴⁹. Cette rivalité s'observe à tous les niveaux, internes comme international⁵⁰, entre institutions et entre individus, au point que certains concluent à une méfiance généralisée, à un « état de guerre permanent, détruisant le 'tissu social' de l'université »⁵¹.

Cette logique de performance et de concurrence entraîne un troisième effet du paradigme croissancier dans la sphère scientifique : pour « organiser un marché de la connaissance, (...) évaluer sa productivité et (...) créer les conditions d'une nouvelle accumulation symbolique »⁵², une évaluation objective et quantifiable paraît requise. « Consubstantiellement, le management au nom de l'efficacité prévoit la mise en place de dispositifs

⁴⁴ A.E. JINHA, « 50 millions : an estimate of the number of scholarly articles », *Learned publishing*, 23, 2009, pp. 258-263.

⁴⁵ M. ZITT, « Comparabilité entre domaines scientifiques. La pondération 'côté citants' des réseaux de citation », *Revue économique*, 66, 2015/1, pp. 289-310.

⁴⁶ H. PHILIPPE, *op. cit.*, n. 6, en ligne.

⁴⁷ En ce sens, V. HALLOIN, *op. cit.*, n.7, p. 24-25, qui en souligne cependant certains « effets pervers ».

⁴⁸ S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, p. 39.

⁴⁹ *Ibidem*, p. 38 (nous soulignons).

⁵⁰ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, pp. 197 et 203.

⁵¹ W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 168 (nous traduisons).

⁵² A. INSEL, *op. cit.*, n. 24, p. 110.

d'évaluation⁵³ ». Nous y reviendrons.

La même dynamique préside, quatrième, à un changement quant aux objets et méthodes de la recherche scientifique : « *knowledge that is not compatible with this factory logic is in for hard times* »⁵⁴. « Pragmatiques, beaucoup de scientifiques en quête de moyens tirent leur épingle du jeu en invoquant ce modèle [de la croissance économique] pour légitimer leurs demandes de crédit auprès de l'Etat, de l'industrie, ou de mécènes »⁵⁵. Concrètement, cette « réduction du savoir à l'office du marché »⁵⁶ mène d'une part à une réorientation stratégique des chercheurs vers la recherche appliquée et les savoirs hyper-spécialisés, et vers des méthodes quantitatives, sans (grande) dimension critique mais à l'aspect plus directement finançable (bien que leur rentabilité ne soit pas garantie : on sait l'importance des essais et erreurs, voire de la chance, dans l'histoire des grandes découvertes – caoutchouc, four à micro-ondes, pénicilline, radioactivité, etc.). D'autre part, ceci conduit à une *standardisation* de la recherche : pour garantir l'obtention d'un financement, le risque de l'originalité et de l'inconnu est malvenu⁵⁷. Cette tendance à l'homogénéisation, liée à l'évaluation dont nous traiterons ci-dessous, est perceptible également au niveau discursif : Arnaud Mercier parle de « piège sémantique »⁵⁸, Aline Giroux de novlangue⁵⁹, certains y voient même de l'endoctrinement : « *the new order has succeeded so well in its indoctrination that the language of education itself has undergone a sea-shift into business terminology and the mechanistic discourse of corporate culture : 'resource units' for what used to be subject disciplines and their professors ; (...) 'uniform standards' for what used to be the search for quality, depth, and originality ; (...) 'competing in the international economy' for what used to be the search for truth* »⁶⁰.

Cinquièmement, les auteurs sont nombreux à estimer que les exigences de la nouvelle université, concurrentielle et performante, ont un effet direct sur son personnel. On observe globalement une prolifération des

⁵³ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 40, p. 217.

⁵⁴ W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 35, p. 171.

⁵⁵ X. BEKAERT, « Demain la décroissance, aujourd'hui la décroissance ? », *A voix autre*, <http://www.avoxautre.be/spip.php?article2236>

⁵⁶ J. LACAN, « D'une réforme dans son trou », *Journal français de psychiatrie*, 27, 2006/4, § 61 (inédit auparavant, dat. 1968-70).

⁵⁷ Voy. not. P. STEPHAN, *How Economics Shape Science*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

⁵⁸ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 40, p. 211.

⁵⁹ A. GIROUX, *op. cit.*, n. 31, p. 147.

⁶⁰ J. MCMURTRY, *Unequal Freedoms. The Global Market as an Ethical System*, Toronto, Garamond Press, 1998, p. 188 sur le « *business language* » de mise dans le milieu universitaire : « (voy. aussi p. 321 au sujet de la croissance elle-même)

missions confiées à tous – académiques, scientifiques, administratifs et techniciens⁶¹, entre enseignement⁶², recherche performante et gestion entrepreneuriale (cette dernière incluant l'importance capitale et chronophage de la recherche de financements).

Ceci nous paraît emporter à tout le moins deux corollaires et une conséquence.

Un premier corollaire est celui de la temporalité – accélérée, resserrée – qui s'impose aux chercheurs : entre leurs missions diverses et sachant que la charge de trouver des fonds s'impose à eux, ils en viennent à ne plus pouvoir mener une activité de recherche à bien⁶³ – à consacrer davantage de temps à la description prospective qu'à la réalisation de leurs projets de recherche.

Un second corollaire de la prolifération des missions confiées à l'université est sa *managérialisation*, en vertu de l'idée-force qu'il faut améliorer ses performances. Ceci implique concrètement, d'une part, une charge administrative accrue pour toutes les catégories de personnel, notamment par la prolifération de groupes de travail et commissions⁶⁴ visant à l'optimisation institutionnelle et professionnelle, et, d'autre part, une croissance du personnel administratif et de gestion, plus forte que celles (avérées néanmoins) du personnel académique et de la population étudiante⁶⁵. La bureaucratisation de l'université⁶⁶ comme des agences de

⁶¹ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, pp. 219-229 ; C. PARADEISE et Y. LICHTENBERGER, « Universités : réapprendre la responsabilité collégiale », *Revue du MAUSS*, 29, 2007, p. 232.

⁶² lequel est également en plein *boom* croissanciel : « le marché potentiel est immense. La proportion des adultes ayant une qualification de niveau universitaire a doublé en vingt-cinq ans dans les pays de l'OCDE. Et le même phénomène s'amorce dans les pays émergents, en Inde, en Chine, au Vietnam, etc. (...) et ces marchés sont 'solvables' (...) », selon P. VELTZ, *op. cit.*, n. 21, p. 152.

⁶³ P. JOURDE (en littérature), *Université : la grande illusion*, Paris, Ed. L'esprit des péninsules, 2007, p. 112 ; L'Atelier des Chercheurs pour une désexcellence des universités (LAC), « La méthode BVLM. Formes et enjeux des modes d'évaluation de la recherche », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 118.

⁶⁴ V. GAILLARD, « La chute du corps académique », *Objectif recherche*, 35, sept. 2015, p. 18.

⁶⁵ Selon B. GINSBERG, *The fall of the faculty – The rise of the al.-administrative university and why it matters*, Oxford, OUP, 2011, chap. 1 – selon Ginsberg, cette croissance tient à des « pathologies managériales » mais aussi à l'auto-développement de l'appareil bureaucratique universitaire ; il plaide pour une réduction du personnel de gestion et pour un réinvestissement dans les activités centrales d'enseignement et de recherche, d'une part, et de la prise en charge par les académiques de responsabilités institutionnelles, d'autre part.

Ceci paraît aller de pair avec une réduction du personnel scientifique – A. MERCIER (*op. cit.*, n. 39, p. 198) dresse un tableau intéressant à cet égard, montrant qu'on est passé d'un système requérant plus d'administratifs et moins de chercheurs – la recherche passant après les enjeux (techniques) de la collecte de fonds, notamment).

recherche paraît indéniable, et marque la volonté de *professionaliser* leur gestion, en la confiant à des experts⁶⁷ et non plus à un collège de pairs académiques : « l'heure n'est plus aux savants et aux philosophes (...) mais aux cadres administratifs et à leur approche managériale, appliqués à la soumettre au *ratio* du retour sur investissement. Or l'optimisation des performances et des plus-values n'est qu'un enjeu technique, technico-économique, et en tant que tel il ne saurait constituer une finalité générale pour le savoir et l'université, pas plus qu'il ne saurait former un but de vie pour la société tout entière »⁶⁸.

Enfin, ces changements ont une conséquence sur les conditions de travail du personnel universitaire⁶⁹ : les chercheurs (académiques et scientifiques) paraissent soumis à une précarisation de leur statut, une illimitation de leurs horaires de travail et un moral « en berne » (que certains qualifient de « sentiment d'aliénation professionnelle »⁷⁰).

Un sixième changement lié à la rencontre de la recherche scientifique et du paradigme croissanciel, enfin, tient en une certaine déstabilisation institutionnelle, entre orientations stratégiques mouvantes parce qu'appelées à répondre aux fluctuations d'un certain marché, financement incertain (aussi parce qu'externalisé), statuts et recrutements menacés, interdépendance dans la concurrence entre institutions (car les partenariats sont incontournables, voy. *infra*) et tendance aux fusions-absorptions en des groupements d'universités toujours plus grands⁷¹ aux apparences plus concurrentielles (en vertu des *ranking* internationaux, notamment⁷²).

Dans cette première section, nous avons esquissé un lien entre illimitation du savoir possible et théories de la croissance, puis évoqué la marchandisation du monde universitaire, et enfin centré notre interrogation sur six « changements » liés à la confrontation de la recherche scientifique au paradigme croissanciel. Ceci nous a révélé, à tout le moins, que la recherche « face à la croissance » est soumise à des mutations qui, « sous couvert de pragmatisme et d'évolutions imposées, présentées comme

⁶⁶ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, p. 197.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 203 ; W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 171.

⁶⁸ P. PRADO, *op. cit.*, n. 33, p. 22.

⁶⁹ R. GILL, « Breaking the silence. The hidden injuries of neo-liberal academia », in R. RYAN-FLOOD et R. GILL (eds), *Secrecy and silence in the research process. Feminist reflections*, Londres, Routledge, 2009, pp. 228-244.

⁷⁰ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, p. 197 ; W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, pp. 166 et 168.

⁷¹ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 40, p. 203 ; W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 171.

⁷² Voy. J. BOUCHARD, « Les classements d'établissements d'enseignement supérieurs et de recherche : des miroirs déformants aux instruments de régulation », *Questions de communication*, 23, 2013, pp. 175-196.

indispensables et évidentes, (...) n'ont rien de naturel. Elles relèvent d'une idéologie managériale exogène aux us et coutumes universitaires, dont l'application se révèle même contreproductive. On peut alors parler de dérives pour les universités, qui mettent en péril les modes de travail des universitaires et des personnels académiques en général. (...) Ces dérives sont lourdes de conséquences et la qualité de la recherche et du service rendu aux étudiants ne peut que s'en ressentir⁷³ ».

2. Une croissance de la recherche ?

Après avoir tenté de clarifier la mesure dans laquelle la « dissémination » du paradigme croissancier s'étend à l'université et influence les activités scientifiques, dans la section 1, il nous semble pertinent d'étendre notre réflexion sur la croissance à celle-là même de la recherche.

En effet, la science s'est traditionnellement vue reconnaître une nature *cumulative* la distinguant d'autres domaines d'activités – George Sarton, historien des sciences, écrit ainsi que « *the acquisition and systematization of positive knowledge are the only human activities which are truly cumulative and progressive* »⁷⁴. Cette idée très moderne⁷⁵ paraît en effet présente, en un sens, dans la quête de « nouvelles vérités » au XVII^e siècle, dans l'optimisme des Lumières quant au progrès scientifique, ainsi que dans divers courants du XIX^e siècle – pensons au programme positiviste d'Auguste Comte selon qui la science promeut le progrès social par l'accumulation de vérités empiriquement certifiées, à la philosophie de l'histoire de Hegel ou à la théorie de l'évolution. Cette épistémologie du progrès, ou épistémologie évolutionniste, a fait l'objet de prolongations⁷⁶ et de grandes remises en question au cours du XX^e siècle⁷⁷, dans une réflexion entraînant une remise en cause de la notion de progrès et des objectifs scientifiques⁷⁸.

⁷³ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, p. 197 ; en ce sens aussi, W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 171.

⁷⁴ G. SARTON, *The study of the history of science*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1936, p. 5.

⁷⁵ R. NISBET, *History of the idea of progress*, London, Heinemann, 1980, en général, et pp. xv et 77 not.

⁷⁶ Voy. par ex. K.R. POPPER, *Objective knowledge. An evolutionary approach*, Oxford, Clarendon/OUP, 1972 ; St. TOULMIN, *Human understanding*, Princeton, Princeton University Press, 1972.

⁷⁷ Voy. par ex. Th. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2008 (trad. – orig. 1962) ; P. FEYERABEND, *Wissenschaft als Kunst*, Franfort-sur-Maine, Suhrkamp, 1984.

⁷⁸ Voy. I. NIINILUOTO, « Scientific progress », in *The Stanford Encyclopedia of philosophy*, E.N.

Deux questions nous paraissent découler de ces développements en philosophie des sciences : premièrement, que signifie le « progrès » en sciences, et donc dans la recherche ? Entretient-il un lien conceptuel avec la croissance ? Deuxièmement, comment le reconnaître et l'évaluer ?

(1) La notion de « science » étant polysémique (communauté de chercheurs, méthode, savoir, processus de recherche, institution), le progrès scientifique peut être entendu en des sens divers : économique (augmentation du financement de la recherche), professionnel (reconnaissance d'un statut aux scientifiques et à leurs institutions), méthodologique (amélioration des méthodes et instruments), cognitif (développement du savoir scientifique) ; il peut en outre être associé à d'autres progrès, en particulier technologiques ou sociaux⁷⁹. Cette brève définition appelle trois commentaires, quant à notre questionnement sur la croissance.

Premièrement, il nous semble que ce « progrès » scientifique, polymorphe, rencontre la « croissance » par son aspect normatif, qui le distingue de l'idée plus neutre de *changement*⁸⁰ : l'ambition scientifique est d'améliorer, de faire grandir le savoir par chaque contribution, tout comme la croissance économique se voit prêter la vertu de maximiser le bien commun, par l'augmentation de la consommation et de la production ; au-delà du seul « accroissement exponentiel des savoirs scientifiques »⁸¹ (constat d'une croissance au sens strictement numérique), et hors de la *nooéconomie* susmentionnée (qui entend poursuivre les objectifs de la croissance économique en la fondant sur la connaissance), croissance et progrès partagent un aspect d'accumulation potentiellement infinie mais aussi la caractéristique prescriptive d'une désirabilité de cette accumulation.

Ensuite, progrès scientifique et croissance économique paraissent tous deux en *crise*⁸². Sans questionner ici le diagnostic d'une crise économique, observons quant à la recherche que, d'un point de vue de croissance plus que de progrès, cette hypothèse d'une *crise* de la science donne peut-être raison à certains développements de Derek De Solla Price. Physicien, il a observé une croissance exponentielle de la science, tous indicateurs confondus (nombre de chercheurs, d'articles, de journaux,

ZALTA (ed.), ed. 2015 (première éd. du texte : 2002), en ligne.

⁷⁹ *Ibidem*, not.

⁸⁰ I. NIINILUOTO, « Is there progress in science ? », in *Pragmatik. Handbuch pragmatischen denkens*, H. STACHOWIAK (dir.), Hambourg, F. Meiner ed., 1995, pp. 30-58.

⁸¹ Selon les termes du FNRS, voy. <http://www.fnrs.be/index.php/le-fonds/histoire-et-statuts-du-fnrs>

⁸² X. BEKAERT, *op. cit.*, n. 55.

montant des dépenses engagées, etc.), de la moitié du XVIII^e siècle aux années 1950 : pour lui, elle était devenue une *big science* (ou *suprascience*), comptabilisant des millions de personnes actives dans la recherche et des centaines de milliers de publications par an⁸³. Pour De Solla Price, aucune croissance exponentielle ne peut se maintenir à l'infini : une limite quelconque finit nécessairement par être atteinte, et les « symptômes de saturation » de la science étaient perceptibles dès les années 1960⁸⁴. Et, en effet, certains paraissent diagnostiquer une baisse de la multiplication exponentielle des publications, et un ralentissement de la croissance scientifique, pour la première fois depuis le XVIII^e siècle⁸⁵. Ce bilan appelle deux précisions : premièrement, il doit être nuancé, en ce que la « crise » scientifique paraît seulement concerner certains secteurs, particulièrement frappés par le désinvestissement de l'Etat dans le financement de la recherche, et certainement pas les pays dits émergents, comme la Chine ou l'Inde ; deuxièmement, l'hypothèse d'une « crise » de la science, et donc de la recherche, paraît refléter la dissémination du paradigme de la croissance dans les champs du savoir et l'imaginaire collectif, dans les termes de Dominique Méda : elle montre en effet qu'on en vient à « penser le *progrès* (...) sur le mode de la croissance. Assimilation entre amélioration et augmentation, entre le mieux et le plus qui – faut-il le rappeler – aurait semblé sinon impensable, du moins profondément erronée sur le plan de la logique – voire moralement scandaleuse (...) » en d'autres temps, et ailleurs qu'en Occident⁸⁶.

Enfin, si le caractère accumulatif de la science est un *overall claim in scientific activities*⁸⁷, chaque étape ou action scientifique n'en constitue pas pour autant un *progrès* : les avis divergent quant à la qualité scientifique de chaque hypothèse, expérience ou publication. Autrement dit, l'idée même de progrès requiert que l'on se donne un standard normatif, à l'aune duquel évaluer les développements scientifiques posés par le passé, actuellement et dans le futur⁸⁸. Elle en appelle à l'*évaluation*, dont nous avons dit qu'elle

⁸³ Voy. D. DE SOLLA PRICE, *Science et suprascience*, Paris, Fayard, 1972 (orig. 1963).

⁸⁴ Sans entrer dans un questionnement qui ne fait pas l'objet de cette contribution, il faut sans doute préciser que De Solla Price n'est pas pour autant un théoricien de l'effondrement capitaliste : ses travaux visent plutôt à remettre en question le lien entre activités scientifiques, Etat et économie. Déconstruisant le modèle classique (susmentionné, voy. section 1) du rapport entre croissance scientifique et économique, il a cherché à montrer les discordances de leurs rythmes respectifs, ainsi que l'impact réciproque de ces discordances et des politiques en matière de recherche.

⁸⁵ X. BEKAERT, *op. cit.*, n. 56.

⁸⁶ C. MAROUBY, *L'économie de la nature. Essai sur Adam Smith et l'anthropologie de la croissance*, Paris, Seuil, 2004, p. 88, cité par A. BAILLEUX et F. OST, *op. cit.*, n. 4, p. 37.

⁸⁷ I. NIINILUOTO, « Scientific progress », *op. cit.*, n. 78.

⁸⁸ *ibidem*.

était par ailleurs consubstantielle au *management* associé au paradigme croissancier (voy. *infra*). C'est là un autre point de rencontre entre progrès scientifique et croissance économique.

(2) Si le progrès scientifique peut dès lors retenir notre attention, au vu de ses liens avec l'idée de croissance, une question méthodologique se pose : comment le reconnaître et le mesurer ? La question est d'autant plus cruciale que, comme nous venons de le souligner, la notion même de progrès requiert une *évaluation*.

A cet égard, il paraît crucial de distinguer qualité et progrès : la première, orientée sur la pratique, porte sur les aptitudes et compétences dans une certaine activité, tandis que le second se calcule en vertu d'un résultat, d'un certain objectif – lequel doit donc être défini, et ne se limite pas nécessairement à la seule dimension cognitive (« chercher pour savoir », « savoir pour savoir ») : les objectifs peuvent être pragmatiques, comme accélérer la vitesse d'un train, ou utopiques, comme marcher sur la lune ou découvrir de nouveaux médicaments – comme le révèlent ces exemples que nous venons de formuler, ils évoluent. Progrès et qualité ne sont pas nécessairement liés : certains projets fort bien construits et rigoureux ne donnent guère de résultats, tandis que certaines recherches hasardeuses conduisent à des progrès aussi imprévus qu'incontestables. Cela dit, un usage averti des méthodes scientifiques – une certaine qualité – est *a priori* plus à même de mener à des résultats novateurs ; une stratégie pratique de promotion du progrès scientifique peut donc consister à soutenir la recherche de qualité⁸⁹.

L'évaluation n'en est peut-être pas moins problématique. Avant d'en discuter le principe même (2b), tâchons de comprendre comment elle est mise en œuvre actuellement, et quelles sont les critiques qui lui sont adressées (2a).

(2a) Si l'évaluation de la recherche a eu lieu de tout temps, fût-ce par le débat entre scientifiques, elle s'est aujourd'hui *quantifiée*, ce qui constitue une évolution fondamentale⁹⁰ : son modèle classique était celui de l'examen par les pairs, dont la pertinence pour la constitution d'une intelligence collective – d'une science, dirions-nous – paraît incontestable à Isabelle Stengers⁹¹, mais qui semble avoir été démantelée dans la surproduction

⁸⁹ En ce sens, I. NIINILUOTO, « Scientific progress », *op. cit.*, n. 78.

⁹⁰ A. ERALY, « Evaluer la recherche ? », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 58.

⁹¹ I. STENGERS, « Comment désirons-nous être évalué-e-s ? », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 131.

propre à la recherche contemporaine⁹².

Suivant le travail pionnier⁹³ de Derek De Solla Price en « scientométrie » (l'étude de la science en ses aspects quantitatifs), des indicateurs scientifiques ont été mis en place pour mesurer les activités scientifiques⁹⁴ ; ils sont aujourd'hui omniprésents dans le monde de la recherche⁹⁵. Aux fins de quantifier la qualité d'un projet scientifique, on va ainsi calculer le nombre des publications⁹⁶ ou des citations de son auteur⁹⁷, le classement de son institution par rapport aux autres universités (ceci reflétant crûment la concurrence dont nous avons traité dans la section 1), mais aussi la durée des séjours à l'étranger effectués par les chercheurs concernés, les conférences qu'ils ont données, leurs projets internationaux, la taille de leurs équipes, le nombre de leurs doctorants, etc. Les buts problématisés de cette quantification sont l'objectivation (les performances devant apparaître clairement afin de guider les choix de financement, et standardisées pour permettre la comparaison⁹⁸), la transparence (les « chiffres parlent d'eux-mêmes et imposent les décisions⁹⁹ ») et la possible convergence entre évaluateurs¹⁰⁰ : « au-delà ou en-deçà de tout débat d'idées interminable sur les valeurs et les objectifs, il s'agit d'inventer un *modus operandi* pragmatique qui vise à faire que chacun ait l'information 'objective' dont il a besoin pour se 'mesurer aux autres' et 'progresser' »¹⁰¹.

⁹² *Ibidem*, p. 132.

⁹³ Selon I. NIINILUOTO, « Scientific progress », *op. cit.*, n. 78.

⁹⁴ Voy. Y. ELKANA et al. (eds.), *Toward a metric of science : the advent of science indicators*, New-York, Wiley & sons, 1978.

⁹⁵ B. LECLERCQ, « Evolutions récentes de l'évaluation de la recherche », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 13.

⁹⁶ voy. par ex. UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS, *Politique d'évaluation du Conseil de recherche*, 12 septembre 2016 (en ligne), art. 1, al. 3 : « Dans l'évaluation des projets de recherches ou des dossiers de candidature, des éléments de bibliométrie peuvent être pris en compte selon les critères d'excellence propres à la discipline concernée. » ; FNRS, *Guide du proposant*, 2017 (en ligne), art. 13.3., al. 1 : « Une liste de publications (et d'éventuels brevets) représente la production scientifique du ou des proposant(s), et est donc une partie importante de toute proposition qui est prise en compte lors de l'évaluation de celle-ci. »

⁹⁷ C'est là l'index de citations, ou *impact factor*, ou facteur-h, qui connaît diverses modulations que l'on peut résumer en les termes de « capital citationnel » (A. INSEL, *op. cit.*, n. 25, p. 114). La littérature sur le facteur d'impact est abondante, voy. à ce sujet W. GLAENZEL et H.F. MOED, « Journal impact measures in bibliometric research », *Scientometrics*, 53, 2002/2, pp. 171-193 ; pour un résumé bref des modèles de calcul en matière de citations, et comme illustration de leur technicité et des enjeux de ladite technicité, avec un plaidoyer pour une certaine mise en œuvre offrant simplicité et efficacité dans la mesure des flux de connaissance, voy. M. ZITT, *op. cit.*, n. 46, pp. 289-310.

⁹⁸ V. HALLOIN, *op. cit.*, n.7, p. 24.

⁹⁹ B. LECLERCQ, *op. cit.*, n. 96, p. 16.

¹⁰⁰ *Ibidem*, pp. 15-17.

¹⁰¹ D. PESTRE, « Mise en perspective historique des 'évaluations' de la recherche publique.

Les critiques adressées à l'évaluation quantifiée sont multiples. Quant aux indicateurs, d'abord, certains relèvent qu'ils sont défaillants¹⁰² (surtout en sciences humaines¹⁰³), d'autres qu'ils sont insuffisants : il semble y avoir quasiment consensus sur l'idée que les chiffres ne peuvent se substituer à la discussion¹⁰⁴ – *a fortiori* parce qu'ils ne portent pas sur le *contenu* des productions scientifiques¹⁰⁵ : ils permettent d'évaluer la productivité plus que la contribution à la connaissance¹⁰⁶. Ceci a été crûment pointé par Peter Higgs, qui a déclaré lorsqu'il a obtenu un prix Nobel avec François Englert que « *today I would not get an academic job (...) [because] I don't think I would be regarded as productive enough* »¹⁰⁷ (il a publié moins de 10 articles après sa découverte phare, en 1964).

Les indicateurs peuvent en outre produire des effets indésirables : nous l'avons relevé dans la section 1, le classement des universités pousse au gigantisme institutionnel, alors même qu'on n'adhère pas nécessairement à ses fondements, et qu'ils sont étrangers au fonctionnement de certaines institutions¹⁰⁸ ; de même, la standardisation de l'évaluation renforce l'homogénéisation de la recherche : les chercheurs adaptent leurs travaux aux indicateurs, dans l'espoir d'obtenir un financement¹⁰⁹ – bref, « dès lors que les indicateurs bibliométriques sont pris comme des indicateurs de performance et des outils de décision, ils cessent d'être une mesure pour devenir une *finalité* qui oriente les comportements des acteurs. Il s'agit là d'un cas remarquable dans lequel l'observation scientifique a totalement

Remarques sur la gouvernementalité libérale et le gouvernement par le nombre », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 51.

¹⁰² Y. GINGRAS, « Du bon usage des indicateurs », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, pp. 67-72, p. 70 *partic.* L'auteur y montre que l'indice h (h-index) est fortement corrélé avec le nombre de publications, et mesure donc principalement la production, que les classements d'universités sont fondés sur une pondération arbitraire et occultent les différences entre disciplines, que leur fréquence des classements ne correspond pas à la lenteur institutionnelle, c'est-à-dire au temps nécessaire pour les universités, équipes et chercheurs pour s'améliorer en fonction de leurs critères.

¹⁰³ Not. S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, pp. 40-43.

¹⁰⁴ V. HALLOIN, *op. cit.*, n.8, p. 29 ; A. ERALY, *op. cit.*, n. 91, p. 61.

¹⁰⁵ J. NINILUOTO, « Scientific progress », *op. cit.*, n. 78.

¹⁰⁶ A. ERALY, *op. cit.*, n. 92, p. 59. A titre d'exemple de pareille pratique, pensons à l'exigence, lors du dépôt d'une demande de fonds au *European Research Council*, de décrire cinq productions principales ainsi que le *nombre total* de publications, sans en préciser le titre (ni le contenu, forcément).

¹⁰⁷ « Peter Higgs : I wouldn't be productive enough for today's academic system », *The Guardian*, 6 décembre 2013, en ligne.

¹⁰⁸ Cf. J. BOUCHARD, *op. cit.*, n. 72, pp. 175-196.

¹⁰⁹ P. PERRENOUD, « Maîtriser les effets pervers de la recherche de performance », *Administration et Education*, 122, 2009, pp. 27-33, p. 27 ; W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 167 ; LAC, *op. cit.*, n. 63, p. 119 ; A. ERALY, *op. cit.*, n. 91, p. 66.

perturbé le milieu soumis à observation : c'est la performance bibliométrique qui devient un objectif prioritaire, et non plus la découverte scientifique »¹¹⁰. De même encore, la quête de commensurabilité paraît nourrir l'esprit de concurrence entre chercheurs et institutions que nous avons déjà identifié¹¹¹ : ils sont mesurés les uns *contre* les autres, ce qui inscrit la science dans une logique de compétition académique qui lui est étrangère voire néfaste. Pire encore, l'ambition d'objectivité mène à ce que les évaluateurs « ne doivent plus nécessairement être compétents. Il importe plus d'utiliser l'instrument de mesure que de juger de l'importance du travail fourni. De plus en plus souvent, ce sont des collègues issus d'autres disciplines et domaines scientifiques qui évaluent les chercheurs. Quand il s'agit de dossiers, ces évaluations se font sur base de données bibliométriques (tableaux reprenant le nombre de publications, le nombre de citations, l'index-H,...). Quand il s'agit de publications, l'appréciation se fait sur base de 'critères méthodologiques', dont on suppose que l'application certifie la 'scientificité' (sans se préoccuper de la pertinence de la question de recherche, puisque les évaluateurs ne sont pas en mesure d'en juger) »¹¹². A travers ces effets de l'évaluation quantifiée, se marque « une tension entre un idéal de recherche fondamentale comme activité créatrice et un régime comptable-productiviste court-termiste »¹¹³, « min[ant] les fondements même de la recherche »¹¹⁴.

Ce qui ne peut être compté ne compte pas : puisqu'on ne peut évaluer *a priori* le progrès scientifique, on se rabat sur une évaluation de la qualité quantifiée en termes de productivité. C'est un constat très lourd, qui pointe de véritables dangers : outre le découragement d'initiatives audacieuses, neuves, véritablement interdisciplinaires (autant de facteurs complexifiant l'évaluation et prenant distance avec l'exigence de production et la temporalité resserrée qui dominent), « toutes les disciplines qui ne servent pas le système de l'évaluation ou, pis, peuvent y résister ou le contester sont menacées. C'est le cas des disciplines historiques et critiques – la philosophie, l'histoire, éventuellement la sociologie et l'ethnologie – et

¹¹⁰ I. PERRON, « Lisons Peter Lawrence, ou les implications morales de l'évaluation bibliométrique », *Evaluation de la recherche en SSH*, 6 décembre 2008, en ligne ; Y.-Ch. ZARKA, « L'évaluation : un pouvoir supposé savoir », *Cités*, 37, 2009/1, pp. 113-123, p. 123.

¹¹¹ W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 167 ; A. ERALY, *op. cit.*, n. 92, p. 65 ; LAC, *op. cit.*, n. 63, p. 112.

¹¹² S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, p. 39.

¹¹³ B. FUSULIER, « Faire une carrière académique aujourd'hui. Quelques clés de lecture et critiques », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 107 ; dans le même sens, D. ADAM, « Citation analysis. The counting house », *Nature*, 415, 2002, pp. 726-729.

¹¹⁴ LAC, *op. cit.*, n. 63, p. 111.

d'autres »¹¹⁵.

Plus généralement, l'évaluation quantifiée (ou par indicateurs) échoue dans son ambition de neutralité : non seulement elle formate la recherche, mais elle cache (mal) son aspect politique « dans la sélection et le paramétrage des indicateurs. Car c'est là que se joue l'appréciation de ce qui compte, c'est-à-dire très concrètement de ce qu'il convient de compter et de comment le compter »¹¹⁶. Or le langage de l'évaluation par indicateurs est issu du monde des affaires¹¹⁷, ce qui paraît indiquer que le pouvoir politique qui les sous-tend est associé au *new management*¹¹⁸. C'est la position critique qu'adoptent de nombreux commentateurs. Ainsi par exemple, Serge Gutwirth et Jenneke Christiaens soutiennent que « le marché ne peut exister sans chiffres et calculs – *no economics, no economies* : [cela] requiert une évaluation par quantification »¹¹⁹.

Quoi qu'il en soit du dispositif de pouvoir présent dans l'évaluation objectivée par quantification¹²⁰, leur neutralité affichée empêche de discuter de leur articulation avec les objectifs et rôles de la recherche et de l'université¹²¹, ce que l'on ne peut que déplorer.

(2b) Certains dépassent la critique des indicateurs pour critiquer l'idée même d'évaluation. Il ne s'agit pas, pour eux, de refuser la critique ou le progrès (ils sont généralement ouverts au *peer-review*), mais plutôt d'interroger la mise en œuvre de dispositifs d'évaluation dans tous les secteurs de la société (santé, culture, justice, politiques publiques, recherche, etc), d'une part, et de dénoncer l'idéologie qui les sous-tend, avec ses *leitmotiv* d'efficacité, performance, productivité, adaptabilité, mobilité, d'autre part.

Ainsi Yves-Charles Zarka critique-t-il le « rapport du pouvoir au savoir par la mise en place d'un système unifié de l'évaluation des savoirs dans leur production et leur transmission »¹²². Pointant d'abord qu'aucun système particulier de valeurs n'a d'objectivité inhérente, il s'interroge sur « la valeurs des valeurs » choisies comme indicateurs : comment en garantir l'objectivité

¹¹⁵ G. LONGO, « La bibliométrie et les gardiens de l'orthodoxie », *Revue du MAUSS*, 29, 2007, pp. 141-145 ; Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 123.

¹¹⁶ B. LECLERCQ, *op. cit.*, n. 96, p. 17 ; en ce sens, V. HALLOIN, *op. cit.*, n.7, p. 27.

¹¹⁷ M. SALLES et G. COLLETIS, « Eléments pour construire une évaluation alternative », *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, p. 147.

¹¹⁸ D. PESTRE, *op. cit.*, n. 102, p. 52.

¹¹⁹ S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, pp. 38 et 46.

¹²⁰ M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 142.

¹²¹ A. ERALY, *op. cit.*, n. 91, p. 60.

¹²² Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 114.

et l'universalité ? « Qui nous dit qu'elles ne correspondent pas à un moment particulier du savoir ? »¹²³. A une expression du paradigme croissanciel, par exemple ? Pour Zarka, c'est incontestable : « le modèle politique qu'il s'agit d'imposer est celui de l'entreprise (...) ce qui est contraire à l'histoire et à l'esprit de l'université, ce qui constitue également la négation du sens de la recherche (...) L'application du vocabulaire de la gouvernance au monde de l'université et de la recherche n'a pas d'autre objectif. Il est le langage même de la vision managériale, appliquée à un monde qui n'a rien à avoir avec celui de l'entreprise parce que la liberté d'initiative, la liberté de la recherche et la liberté d'esprit lui sont consubstantielles. L'évaluation est l'instrument de cette vision managériale. Celle-ci entend administrer, bureaucratiser, normaliser le détail des activités et des pratiques de savoir en les soumettant à des critères d'efficacité productiviste ou industrielle »¹²⁴. Dans le même sens, Isabelle Stengers écrit que, « là où ni brevet, ni partenariat, ni *spin-off* ne sont envisageables, [les Etats] ont eux-mêmes entrepris de faire régner une pseudo-loi du marché, censée garantir que l'argent public sera utilisé sur le mode optimal que le marché, dit-on, garantit. La définition de modes d'évaluation que l'on présente comme 'objectifs', parce qu'ils sont aveugles à ce qui compte pour les chercheurs eux-mêmes, fait intégralement partie de cette entreprise. (...) Là où le marché ne peut être défini en termes de transactions économiques, où la définition de l'offre et la demande est quelque peu fictive, le mode d'évaluation devra faire exister cette fiction »¹²⁵.

Outre que toute hiérarchie des valeurs relève d'un acte délibéré (de pouvoir, donc), Zarka relève aussi que l'évaluation tend à masquer cette subjectivité, c'est-à-dire la relativité de ses valeurs : l'espace de leur discussion est fermé par leur objectivité alléguée, par leur prétention à *savoir*. Alors même que l'évaluation a la transparence pour *mantra* (voy. *infra*), elle est « un système de contrôle qui n'aurait pas lui-même à rendre compte (qui contrôle les contrôleurs ?) »¹²⁶, « un pouvoir, un pouvoir supposé savoir, un pouvoir qui prétend normer et réglementer le savoir »¹²⁷, « un pouvoir qui se donne lui-même, sans le dire bien sûr, non pas simplement comme énonciateur de vérité, mais plus que cela, comme instaurateur de valeur, comme norme de la vérité »¹²⁸. On voit bien, ici, le lien serré entre certaines idées-force de la « recherche face à la

¹²³ *Ibidem*, p. 116.

¹²⁴ *Ibidem*, pp. 117-118.

¹²⁵ I. STENGERS, *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, 2013, p. 51.

¹²⁶ Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 112, p. 118.

¹²⁷ *Ibidem*, p. 119.

¹²⁸ *Ibidem*, p. 114.

croissance » et l'évaluation de la « croissance de la recherche ».

3. La recherche hors croissance ?

Que l'on adhère ou non à la dissémination du paradigme croissancier jusqu'au monde de la recherche scientifique, que l'on s'interroge ou non sur la croissance éventuelle du savoir scientifique et sur sa mesure, on peut réfléchir à la possibilité d'une recherche « hors croissance ». L'enjeu est de taille. A titre d'illustration, relevons que deux récents récipiendaires du prix Nobel le révèlent. Higgs, dont nous avons déjà mentionné la faible productivité, a déclaré douter que « *a similar breakthrough [as his awarded discovery] could be achieved in today's academic culture because of the expectations on academics to collaborate and keep churning out papers. (...) 'It's difficult to imagine how I would ever have enough peace and quiet in the present sort of climate to do what I did in 1964* »¹²⁹. Jean-Pierre Sauvage, nobel en chimie, « avait tout faux » lui aussi, selon *Le Monde*¹³⁰ : il n'a pas suivi les tendances dans la recherche, a mené sa carrière dans son institution d'origine en voyageant très peu, n'a pas risqué la précarité.

On se risquera à avancer que l'humain voudra toujours connaître, savoir, comprendre davantage – escalader la montagne pour voir ce qui se trouve derrière l'horizon. Entre curiosité et productivité, il y a néanmoins une différence... Reste à déterminer si la recherche doit relever d'abord de la première, ou de la seconde. Six pistes paraissent se dégager, parmi les « alternatives » aux points d'achoppement entre paradigme croissancier et recherche scientifique.

Premièrement et prioritairement, les observateurs paraissent s'accorder sur l'idée-phare suivante : la première action à mener face aux diktats croissanciers, c'est la conscientisation, la problématisation – la non-occultation du pouvoir (selon les termes de Zarka), de la politique, de

¹²⁹ « Peter HIGGS : I wouldn't be productive enough for today's academic system », *op. cit.*, n. 108.

¹³⁰ S. HUET, « Le nobel de chimie avait tout faux », *Le Monde – blog Sciences*², 10 juillet 2016 : « En résumé, pour avoir le Nobel, il faut faire le contraire de tout ce que préconisent les gouvernants : instabilité professionnelle, précarité sociale, bougeotte disciplinaire et géographique, recherche des sujets à la mode qui donnent rapidement des résultats prévus à l'avance dans des demandes de financements auprès d'Agences qui mettent en compétition les chercheurs. Une politique de gribouille, où l'emphase permanente du discours (le mot « excellence » mis à toutes les sauces) cache mal une décision politique majeure : ne plus augmenter l'effort de recherche public, le réorienter en diminuant les efforts de la recherche de base, précariser le plus possible les personnels (chercheurs, ingénieurs, techniciens). Si cette politique s'est heurtée à de nombreuses actions depuis 2007 (mouvements sociaux, associations SLR, SLU, cris d'alarme de scientifiques de renom...) et a donc été freinée, ses dégâts sont patents. »

l'idéologie ou du paradigme (peu importe ici) à l'œuvre dans l'évaluation¹³¹. On peut la percevoir comme un appel à la résistance ou un exercice de la liberté académique¹³², et plus concrètement comme un refus de la *mimésis de l'évaluation*¹³³, c'est-à-dire comme un questionnement dans les efforts produits par les chercheurs pour se conformer aux exigences et plaire aux évaluateurs. Cette « résistance est évidemment difficile, parce qu'elle suppose l'isolement voire la disqualification publique »¹³⁴. Dominique Méda en esquisse les contours : il s'agit d'enregistrer le bouleversement, d'en clarifier les causes, d'en observer les conséquences, et de proposer des alternatives¹³⁵ – un programme qui en appelle à des disciplines diverses¹³⁶, des plus techniques aux plus spéculatives (et plusieurs intervenants au *SIEJ* ont montré qu'ils s'y attelaient, de longue date parfois¹³⁷).

Cette première piste est d'intérêt aussi, plus précisément, quant à l'évaluation – nous avons relevé à quel point les enjeux de la « recherche face à la croissance » et de la « croissance de la recherche » étaient similaires. Il paraît envisageable de « montrer comment les outils et processus retenus sont devenus incontournables »¹³⁸ – de révéler et discuter les raisons du jugement, de critiquer au sens de « mettre au travail » les classements et indicateurs¹³⁹, bref de problématiser notre pratique, en toute cohérence avec l'engagement à la réflexivité qui en forme le socle.

Une deuxième « prise de distance » possible à l'égard du paradigme croissanciel est d'ailleurs relative à l'évaluation elle-même. Nous avons pu souligner à quel point la *mesurabilité* est au cœur du nœud entre recherche

¹³¹ Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 119.

¹³² LAC, *op. cit.*, n. 63, p. 126.

¹³³ Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 122.

¹³⁴ Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 122.

¹³⁵ D. MÉDA, « Une réaction : l'urgence d'un changement de paradigme », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 77, 2016/2, pp. 69-71.

¹³⁶ A. BAILLEUX et F. OST, *op. cit.*, n. 4, pp. 39-44.

¹³⁷ Voy., sans exhaustivité : Ch. ARNSPERGER, « Critique existentielle de la croissance économique. Éléments pour une « transition anthropologique » », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 77, 2016/2, pp. 73-97 ; M. GARCIA PEÑAFIEL, « Une réaction : Quelques réflexions à propos des ressorts psychologiques de l'autolimitation du désir et des besoins », *ibidem*, pp. 99-111 ; O. DE SCHUTTER, « La cage et le labyrinthe : S'évader de la religion de la croissance », *ibidem*, pp. 113-130, pp. 126-129 partic : sans viser le champ universitaire, Olivier DE SCHUTTER identifie bien à quel point le développement de « voies de sortie » passe(ra) par un « apprentissage collectif », une « recherche par chacun » de solutions, des « expérimentations démocratiques » et, plus fondamentalement, un « gain de réflexivité » – autant de pistes auxquelles la « recherche » universitaire peut contribuer.

¹³⁸ D. PESTRE, *op. cit.*, n. 102, p. 55, comme Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 118, ou M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 150.

¹³⁹ Y. GINGRAS, *op. cit.*, n. 103, p. 72.

scientifique et croissance – il n'est donc pas surprenant que l'évaluation fasse l'objet des propositions les plus nombreuses et les plus précises par les auteurs qui s'en trouvent interpellés. « Si vous refusez l'évaluation, disent-ils, alors il n'y a plus moyen d'apprécier une action, un résultat, une recherche. A cela il faut répondre : faux ! Il y a d'autres moyens d'examen, de débats et de jugement que ceux qui font partie du dispositif de l'évaluation »¹⁴⁰ – et, en effet, notre survol de la littérature n'a révélé aucune opposition à la contestation ou à la mise au travail. Par contre, il paraît se dégager un ferme souhait « d'évaluation collégiale, commandé par les exigences internes de la recherche et animé par le souci heuristique de la faire progresser tout en cherchant à donner vitalité, par le dialogue, à une pluralité de styles de recherche, à une diversité épistémologique »¹⁴¹ – ceci passe par des propositions très concrètes, comme l'octroi aux évalués d'un droit de réponse¹⁴² et leur implication dans la conceptualisation de l'évaluation et de sa procédure¹⁴³ (c'est-à-dire le renforcement du caractère démocratique et contradictoire des procédures¹⁴⁴), mais peut se résumer plus globalement par une préférence pour l'évaluation *entre pairs*¹⁴⁵, experts de la matière, scientifiques curieux et intéressés. Ceci est directement lié à une troisième piste de mise au travail du nœud entre recherche scientifique et croissance.

Auparavant, nous nous devons de mentionner que la littérature fourmille aussi de propositions d'*adaptation*, moins radicales, de l'actuel régime d'évaluation. Certains suggèrent ainsi de développer des contre-indicateurs, des *rankings* alternatifs, des contre-mesures : Willem Halffman et Hans Radder envisagent par exemple de classer les universités par *overheads* et utilisation de ces *overheads*¹⁴⁶, Hervé Philippe de considérer la minimisation des dépenses énergétiques comme un critère primordial dans l'évaluation des projets¹⁴⁷. Les autres propositions peuvent se résumer en une formule : « *not everything that counts can be counted* »¹⁴⁸. Nombreux sont ceux qui souhaitent ainsi que la productivité ne soit plus considérée comme un indicateur crucial¹⁴⁹ – ou moins qu'aujourd'hui, ce qui paraît

¹⁴⁰ Y.-Ch. ZARKA, *op. cit.*, n. 111, p. 116.

¹⁴¹ LAC, *op. cit.*, n. 64, p. 124.

¹⁴² ATELIERS D'ÉLABORATION DE PROPOSITIONS, *L'évaluation de la recherche en question(s)*, Bruxelles Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 2016, pp. 162.

¹⁴³ *Ibidem*, p. 160.

¹⁴⁴ M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 152.

¹⁴⁵ Y. GINGRAS, *op. cit.*, n. 103, p. 72.

¹⁴⁶ W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 183.

¹⁴⁷ *Ibidem*, p. 183 toujours.

¹⁴⁸ S. COLLINI, *What are universities for ?*, Londres, Penguin, 2012, p. 120.

¹⁴⁹ ATELIERS D'ÉLABORATION DE PROPOSITIONS, *op. cit.*, n. 143, p. 158 ; W. HALFFMAN et H.

aisément praticable : Véronique Halloin observe que la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* limite le nombre de publications dont les chercheurs peuvent se prévaloir dans leurs demandes de financement (à cinq ou dix articles), pour éviter les effets néfastes du *publish or perish*¹⁵⁰. D'autres prônent la mobilisation d'autres indicateurs, comme l'innovation ou le *cui bono* (ou la question du « à qui profite la recherche »¹⁵¹) – une proposition qui nous semble cependant prolonger l'écueil de la « valeur sous-jacente » rencontré par les indicateurs en vogue (voy. *supra*) – ou la *diversité*, des profils de chercheurs¹⁵² comme des champs de recherche¹⁵³. A cet égard, nombreux sont ceux qui soulignent l'importance de valoriser davantage certaines activités actuellement dénigrées dans l'évaluation (le service à la communauté ou la participation à des évaluations, par exemple), d'une part, et les disciplines qui ne servent pas, voire résistent au système de l'évaluation, d'autre part – les *humanities*, héritières de l'université au sens antique, au cœur du projet non utilitaire mais éthique, citoyen et responsable, non rentable mais porteur d'avenir qui fonde la recherche scientifique et de l'université¹⁵⁴. Car « ce qui se joue dans les politiques d'évaluation, c'est également un certain sens de la communauté[,] scientifique »¹⁵⁵ notamment.

C'est justement à cet égard que s'amorce une troisième piste de *critique* (au sens fort) des liens entre croissance et recherche : la voie collective. La collégialité a certes servi d'écran de fumée pour, par diverses formes de cooptation, justifier le népotisme et les discriminations¹⁵⁶ – mais la collaboration, la confiance et l'échange sont indéniablement fructueux¹⁵⁷. Contre la méfiance propre à un certain type de fonctionnement (managérial et compétitif), il semble possible d'opter pour la confiance et la mise en commun¹⁵⁸ ; toutes deux sont au cœur de la notion même de science¹⁵⁹, ce

RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 179.

¹⁵⁰ V. HALLOIN, *op. cit.*, n.7, p. 28.

¹⁵¹ J. STENGERS, « Comment désirons-nous être évalué-e-s ? », *op. cit.*, n. 92, p. 137 ou, dans le même sens, M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 149.

¹⁵² Y. GINGRAS, *op. cit.*, n. 103, p. 72.

¹⁵³ UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS, *op. cit.*, n. 96, art. 1, al. 4 : « A qualité égale, le Conseil de Recherche s'efforce de soutenir la diversité des champs de recherche », compatible là avec la proposition formulée not. par M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 149.

¹⁵⁴ P. PRADO, *op. cit.*, n. 33, p. 35 ; Cl. LEFORT, « Formation et autorité : l'éducation humaniste », *Ecrire. A l'épreuve du politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, pp. 219-239 ; S. LEYS, « Une idée de l'Université », *Commentaire*, 114, 2006, en ligne.

¹⁵⁵ LAC, *op. cit.*, n. 63, p. 126.

¹⁵⁶ en ce sens, M. BERG et B.K. SEEGER, *The slow professor. Challenging the culture of speed in the academy*, Toronto, U. Toronto Press, 2016, p. 76.

¹⁵⁷ *ibidem*, pp. 85-90.

¹⁵⁸ not. M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 149 ou W. HALFFMAN et H. RADDER, *op. cit.*, n. 34, p. 177.

« collectif de scientifiques qui s'intéressent aux mêmes objets, faits et questions »¹⁶⁰ : « le chercheur n'est jamais seul dans son laboratoire : y sont virtuellement présents tous ceux dont les objections peuvent, et doivent, être anticipées »¹⁶¹ – si on peut conceptualiser ce travail collectif, il doit être possible de le mettre en œuvre, et de s'écarter ainsi des logiques concurrencielles. Pour certains, ceci pourrait aller jusqu'à une « responsabilité collégiale » à l'égard du public (étudiant en particulier) mais aussi en matière de gestion (pour éviter la bureaucratisation)¹⁶² – pourquoi pas en matière de recherche ?

Pareille entreprise passe aussi – quatrième lieu de mise au travail – par une (reprise de la) maîtrise du langage. Orwell a bien montré que la (nov)langue était un instrument de pouvoir – et c'est clairement, aujourd'hui, un *certain* discours qui permet d'obtenir des fonds. Ce n'est pas pour autant un langage de vérité¹⁶³. Pour éviter les dérives, il paraît capital de « reconnaître l'importance de la langue dans la gouvernementalité » (« 'évaluation', 'excellence', ... 'gouvernance' ... tous termes qui sont à la fois descriptifs et prescriptifs »¹⁶⁴), de « revenir au langage de la recherche » (collégialité, pairs et parité, coopération, projet, éthique, etc.)¹⁶⁵ et de promouvoir la diversité du langage.

Un cinquième chantier se dégage des réflexions sur la recherche scientifique et ses rapports avec la croissance : la *temporalité* académique et scientifique pourrait être mise au travail. On assiste aujourd'hui, résumant Serge Gutwirth et Jenneke Christiaens, à un « affrontement entre deux temporalités, celle du rendement, avec une cadence de publications, et celle de maturation nécessaire pour faire ce qu'on doit faire ... (publier le temps venu). *Fast science versus slow science* »¹⁶⁶ – c'est là une tension que de nombreux observateurs se proposent de tempérer. Par une prise en compte du temps requis par la recherche, et par son évaluation – le temps de la lecture, le temps de l'interdisciplinarité¹⁶⁷, le temps de la publication, la durée de « pertinence » des citations, le temps de l'évaluation elle-même¹⁶⁸. Le tâtonnement, la non-linéarité, « l'agitation, l'instabilité et la déstabilisation

¹⁵⁹ I. STENGERS et B. BENSUADE-VINCENT, *100 mots pour commencer à penser les sciences*, Paris, Seuil/Empêcheurs de penser en rond, 2003, p. 67.

¹⁶⁰ S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, p. 26-27 (nous soulignons).

¹⁶¹ I. STENGERS, *Une autre science est possible*, *op. cit.*, n. 126, p. 56.

¹⁶² C. PARADEISE et Y. LICHTENBERGER, *op. cit.*, n. 61.

¹⁶³ A. MERCIER, *op. cit.*, n. 39, p. 210.

¹⁶⁴ D. PESTRE, *op. cit.*, n. 102, p. 54.

¹⁶⁵ M. SALLES et G. COLLETIS, *op. cit.*, n. 118, p. 151.

¹⁶⁶ S. GUTWIRTH et J. CHRISTIAENS, *op. cit.*, n. 25, p. 39.

¹⁶⁷ ATELIERS D'ÉLABORATION DE PROPOSITIONS, *op. cit.*, n. 143, pp. 165-166.

¹⁶⁸ I. STENGERS, *Une autre science est possible*, *op. cit.*, n. 126, p. 54.

sont inhérentes à l'investigation, à l'invention scientifique, jusque dans ses retombées scientifiques »¹⁶⁹, rien ne sert de les gommer. Certains formulent même des propositions très concrètes pour libérer du temps – de la promotion des congés sabbatiques à des « rémunérations en temps de recherche »¹⁷⁰.

Une sixième et dernière piste, plus programmatique encore, relie ces cinq premières propositions : celle de la responsabilité citoyenne des scientifiques et académiques, laquelle passe par la transmission¹⁷¹ et la promotion des sciences humaines. Foin de l'utilitarisme court-termiste¹⁷², les *humanities* et les arts sont au moins aussi indispensables qu'une économie florissante¹⁷³. Elles sont même devenues plus « indispensables » encore, « dans un monde où l'on observe sans cesse les effets dévastateurs de l'hégémonie des impératifs d'optimisation des performances et de plus-value à l'égard de tout, y compris ce qui a trait au vivant et à l'humain »¹⁷⁴.

Cette contribution s'est inscrite dans les travaux actuels du *Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques* en traitant des questions de la recherche dans un monde où domine l'idéal croissanciel, (1), d'une possible croissance de la recherche (2) et, enfin, de la (possibilité d'une) recherche hors de la croissance (3). Elle a permis, d'une part, d'illustrer le postulat selon lequel le « paradigme croissanciel » s'est disséminé dans diverses sphères du monde social et, d'autre part, de dresser un certain bilan – incomplet bien sûr – des pratiques scientifiques qui dominent actuellement, ainsi que des perspectives qui s'ouvrent en la matière.

¹⁶⁹ P. PRADO, *op. cit.*, n. 33, p. 26.

¹⁷⁰ D. COLEMAN et S. KAMBOURELI, « Coda », in *Retooling the humanities : the culture of research in Canadian universities*, Edmonton, U. Alberta Press, 2011, p. 266 – pareille position paraît utopique selon M. BERG et B.K. SEEGER, *op. cit.*, n. 156, p. 55, dont le plaidoyer pour un ralentissement du travail académique est émaillé de propositions concrètes (partic. pp. 64-70).

¹⁷¹ H. PHILIPPE, *op. cit.*, n. 6, en ligne, qui plaide pour une revalorisation de l'enseignement ; en ce sens, SIEJ, *Des futurs juristes libres et responsables ! Manifeste pour la formation en droit*, en ligne.

¹⁷² en ce sens, sur les résultats imprévus des recherches qui semblaient inutiles, pour un soutien aux projets sans retombées immédiates, pour une valorisation de la curiosité – son action auprès de mécènes a notamment permis, dans les années 1930 et 1940, l'accueil de réfugiés juifs allemands dont les recherches « undirected » ont donné des résultats capitaux : A. FLEXNER, *The usefulness of useless knowledge*, Princeton, Princeton University Press, 2017 (orig. 1939).

¹⁷³ M. NUSSBAUM, *Not for profit. Why democracy needs the humanities*, Oxford/Princeton, Princeton U. Press, 2010, explicit. p. 10.

¹⁷⁴ P. PRADO, *op. cit.*, n. 33, p. 39 ; voy. aussi D. LECOURT, *Rapport sur l'enseignement de la philosophie des sciences*, Ministère de l'éducation nationale, 1999, en ligne.